

DROIT COMMERCIAL & DROIT DES SOCIÉTÉS

CONTENU

Chapitre 1. Droit commercial

› Introduction

› Les actes de commerce

- *Les actes commerciaux par nature*
- *Les actes commerciaux par la forme*
- *Les actes de commerce par accessoire*
- *Les actes civils et les actes mixtes*

› Fonds de commerce et commerçants

- Actes de commerce par la forme
 - › *Sociétés commerciales*
 - › *Lettre de change*
- Actes de commerce par nature
 - › *Opérations immobilières*
 - › *Opérations de crédits*
 - › *Opérations industrielles*
 - › *Opérations de transport*
 - › *Opérations de courtage à la commission*
- Actes de commerce par accessoire
- Actes civils et actes mixtes
 - › *Agriculture, artisanat, professions libérales*
 - › *Les actes mixtes (civil coté consommateur et commercial coté commerçant)*

CONTENU

Chapitre 1. Droit commercial (suite)

› Les commerçants

- Les conditions à remplir
- La condition juridique du commerçant
- Cas du commerçant étranger
- Les incapacités d'exercice des actes de commerce
- L'acquisition de la personnalité morale (RC)

› Le fonds de commerce

- Les éléments du fonds de commerce
 - › Éléments incorporels
 - La clientèle
 - L'achalandage
 - L'enseigne et la marque
 - Les brevets et le savoir-faire
 - Le bail
 - › Éléments corporels
 - Equipements et matériels
 - Les marchandises
- La location – gérance du fonds de commerce
- Le nantissement du fonds de commerce
- La vente du fonds de commerce

INTRODUCTION

› Qu'est-ce que le droit en général?

- Le droit est l'ensemble des règles juridiques obligatoires qui organisent et régissent la vie des hommes en société.
- Le droit est une règle de conduite sociale, appelée loi ou règlement et dont le respect est assuré par l'autorité publique.

› Caractéristiques de la règle de droit :

- Elle a un caractère obligatoire, général et permanent, c'est-à-dire que toutes les personnes à qui elle s'applique doivent s'y conformer. Et cette règle de droit va s'appliquer depuis son entrée en vigueur jusqu'à son abrogation.

› Les différents domaines du droit

- **Le droit privé** qui a vocation à régir les rapports entre les particuliers et dont les règles sont édictées par le droit civil, appelé aussi droit commun.
- **Le droit public** qui a vocation à régir les rapports entre les particuliers et les institutions de l'état et dont les règles sont édictées par le droit administratif.

INTRODUCTION

› **Qu'est-ce que le droit des affaires?**

- Appelé aussi parfois « droit économique » ou « droit de l'entreprise », le droit des affaires est un droit privé d'exception en ce sens qu'il a édicté des règles spéciales en vue de régir les relations des personnes qui exercent une activité économique (ou commerciale) et ce, par dérogation au droit civil qui a vocation à s'appliquer à toutes personnes de droit privé.
- Cette introduction au droit portera plus particulièrement sur les sources du droit en général outre celles propres au droit du travail et au droit commercial.

› **Le Droit des Affaires recouvre:**

- Le Droit Commercial
- Le Droit du Travail
- Le Droit de la Consommation
- Les Droits Intellectuels
- Le Droit Pénal des Affaires
- Le Droit de de la concurrence
- Le Droit de la Publicité

1. DROIT COMMERCIAL

1.0 Conception objective Vs subjective

- › Deux conceptions du droit commercial
 - Conception objective: le droit commercial c'est le Droit des contrats et obligations commerciales.
 - Conception subjective: le droit commercial est celui des commerçants et entreprises commerçantes.
- › Le droit marocain adopte une conception objective, puisque l'acte est commercial quelque soit la personne qui le réalise, mais il adopte aussi une certaine dose de conception subjective. Le législateur marocain a énuméré les actes de commerce, et il a qualifié en même temps le commerçant qui exerce ces actes d'une manière habituelle ou professionnel. D'où l'importance de faire la différence entre acte civil et acte de commerce.
- › Intérêts de la distinction entre acte de commerce et acte civil
 1. **La définition du commerçant:** La notion d'acte de commerce permet de définir le commerçant et de lui conférer cette qualité.
 2. **La compétence judiciaire:** Les actes de commerce donnent lieu à une règle de compétence spéciale
 3. **La preuve:** En matière civile tout contrat dont la valeur dépasse 250DH doit être prouvé par écrit (article 443 du D.O.C). En matière commerciale ou il n'est pas usage d'exiger écrit la preuve peut se faire par n'importe quel moyen, quelque soit la somme d'objet du contrat.
 4. **La capacité:** En effet les règles de capacité ne sont pas tout à fait pour les commerçants ou les non-commerçants; la femme mariée et le mineur qui veulent exercer le commerce sont soumis à des règles spéciales de commerce, précisées par les articles 13, 14, 15, 16, et 17, ainsi que les articles 7 et 8 du D.O.C.
 5. **La solidarité:** En droit civil, elle ne présume pas, elle ne joue pas entre les codébiteurs, en revanche entre commerçants pour les affaires de commerce la solidarité est de droit sauf si le contraire est exprimé clairement par les titres constitutifs par l'obligation ou par la loi (article 165 du D.O.C).
 6. **La prescription :** En matière civile que la règle de prescription de 15 ans est retenue, en revanche les obligations entre commerçants se prescrivent pour 5 ans (article 388 du D.O.C), sauf si elles sont soumises à une prescription courte.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les actes de commerce

- Le commerçant est celui qui va effectuer des actes de commerce. Il a un statut propre et est dans l'obligation de respecter certains engagements.
 - › Caractère professionnel: la notion de profession évoque la publicité (registre de commerce), la déclaration publique
 - › Caractère habituel: La profession comporte la permanence des répétitions dans le temps.
 - › Exercice indépendant : par définition le commerçant est indépendant. Ceci dit que les personnes faisant le commerce pour autrui ne bénéficieront jamais de cette qualité. Les salariés, par exemple, ne sont pas commerçants, puisque, par le contrat de travail, ils sont subordonnés à leur employeur.

› Actes de commerce par la forme

- › C'est la forme utilisée par l'acte qui lui donne le caractère commercial.
 - Font acte de commerce par la forme, les personnes le tiré et le tireur d'une lettre de change (traite) quelque soit leurs raisons ou statuts. Tous les procès relèveront du tribunal de commerce, et on appliquera en cas de litiges les règles de droit cambiaire.
 - Sont considérées comme commerçantes, toutes les sociétés commerciales par la forme (SA, SARL, SAS, ...), même si leur activité n'est pas commerciale

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Actes de commerce par la nature

- Les achats de biens meubles pour les revendre
- Les achats de biens immeubles (sol + fondations) en vue de les revendre sauf si l'acquéreur agit en vue d'édifier 1 ou plusieurs bâtiments et de les vendre en bloc ou par locaux (activité civile)
- Opérations sur argent et crédit (opérations de change et de banque) : Toutes les banques font des activités de commerce sauf les établissements mutualistes qui sont des sociétés civiles (Crédit Mutuel...)
- Opérations de courtage (courtier en assurance, courtage immobilier, ...)
- Entreprises de location de meubles (location de véhicules, ...)
- Entreprises de manufacture (les industries)
- Entreprises de transport : quelque soit le mode de transport et les personnes transportées sauf les Taxis (artisan)
- Entreprises de fournitures assurant livraisons de marchandises ou de services.
- Entreprises de commission qui s'entremettent entre un vendeur et un acheteur en vue de favoriser la conclusion d'un contrat de vente (agent de change, société de bourse)
- Entreprises d'agence et bureau d'affaire : se chargent des affaires d'autrui en vertu d'un contrat de mandat (cabinet de contentieux, entreprise d'assurance)

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Actes de commerce par accessoire

- Actes qui par leur nature sont civils mais deviennent commerciaux parce qu'ils sont faits par un commerçant **à l'occasion de son commerce**.
- Exemple : Un commerçant achetant des légumes et de fruits : activité commerciale par la nature. Un commerçant achetant ou louant un véhicule pour s'en servir (acte civil) mais pas pour le revendre. Dans ces deux cas il s'agit d'un acte de commerce par accessoire car acheter par le commerçant à l'occasion de son commerce
 - › S'applique dans le domaine des contrats passés à l'occasion de son commerce.
 - › S'applique en dehors des contrats, c'est-à-dire à toutes les obligations qui peuvent peser sur un commerçant.
 - › S'applique aux délits qui peuvent être commis par le commerçant dans le cadre de son commerce : acte volontaire qui peut causer à autrui des dommages. Le juridiction compétente sera le tribunal de commerce.
 - › S'applique aux quasi-délits : acte involontaire qui va causer à quelqu'un un dommage (ex : accidents)
- Exceptions : les actions en justice pour contrefaçon de brevet d'invention ou contrefaçon de marque de fabrication sont du ressort des juridictions générales

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les activités civiles (non commerciales)

– Agriculture

- › Toutes les activités correspondantes à la maîtrise et à l'exploitation d'un site biologique de caractère végétal ou animal ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.
 - Peu importe le degré d'industrialisation production sol ou hors sol (ex : élevage industriel)
 - Peu importe qu'il y ait transformation ou non
 - Peu importe le mode de vente
 - L'exploitation touristique (campings, ...)

– Activités libérales

- › Activités juridiques (avocats, avoués de Cour d'Appel, officiers ministériels, notaires, huissiers...)
- › Activités d'expert comptable, commissaires aux comptes
- › Activités médicales (dentistes, médecins SAUF les pharmaciens...)
- › Activités d'enseignement (à leur compte)

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les actes mixtes

- Actes qui ont un caractère civil du côté du consommateur ou acte commercial du côté du commerçant
- Compétence du tribunal
 - › Le commerçant attaque le non commerçant : il doit le faire devant la juridiction civile
 - › Inverse : le demandeur non commerçant à le choix entre juridiction civile ou commerciale.
- La preuve
 - › En matière civile : il faut pouvoir présenter un écrit au-delà de 250DH(en dessous, n'importe quel type de preuve)
 - › En matière commerciale : la preuve des contrats est libre (témoignages, écrits...)
- En matière d'actes mixtes :
 - › **Un non commerçant assigne devant le tribunal un commerçant**, le non commerçant peut utiliser n'importe quel type de procédé de preuve, quel que soit le tribunal choisi

› Présomption de solidarité

- Supposons que 2 personnes on ensemble une dette vis à vis d'un créancier. (1 créancier, 2 débiteurs). S'il y a solidarité entre les débiteurs : le créancier peut réclamer à un des 2 la totalité de la somme. Sinon il ne peut réclamer à chacun que sa part.
- Dans le domaine commercial : la solidarité est présumée, il n'y pas besoin de la prévoir dans l'acte.
- Domaine civil : solidarité si elle est stipulée dans l'acte.
- Acte mixte :
 - › 2 commerçant ont une dette envers 1 non commerçant : ils sont présumés solidaires vis à vis de leur créancier civil.
 - › 2 non commerçant ont une dette ensemble vis à vis d'un non commerçant : la solidarité n'est pas présumée, ils ne sont solidaires que si la solidarité est prévue dans l'acte.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

Enumération légale des activités commerciales

1. Achat pour revendre

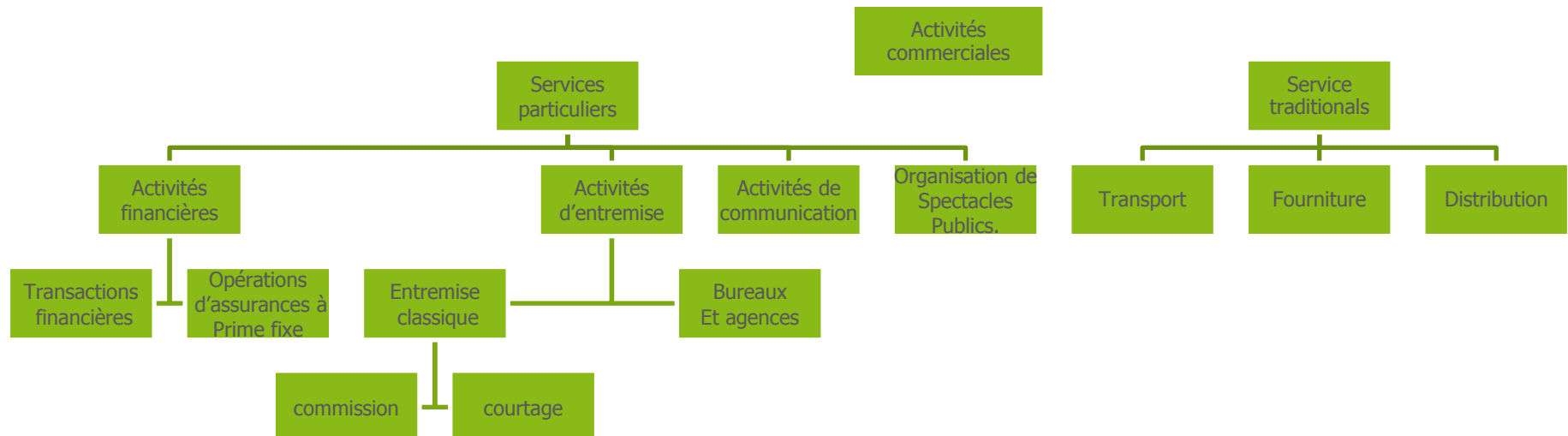
- L'achat consiste dans l'acquisition d'un bien moyennant un équivalent en argent qu'il soit un prix au sens commercial ou un objet d'échange. L'objet de l'achat porte sur des biens meubles ou immeubles. Et enfin la revente doit constituer le but unique de l'achat des biens

2. Locations de biens:

- L'alinéa 2 de l'article 6 vise aussi la location de meubles corporels ou incorporels en vue de leur sous-location. L'insistance de la loi sur la location mobilière tranche avec son silence sur la location immobilière.

3. Production et transformation des biens:

- L'Alinéa 5 de l'article 6 innove par rapport au droit antérieur en juxtaposant l'industrie et l'artisanat. Certes, il n'y a pas de différence entre les deux activités. Mais, en faite, l'entreprise artisanale se distingue par une dimension économique modeste caractériser par le recours à une main d'œuvre réduite et à une force motrice très faible. Elle se distingue aussi par un savoir faire propre de l'artisan.



1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les conséquences du statut de commerçant

La qualité de commerçant rejaillit sur le statut privé de la personne. On remarque clairement que les conséquences affectent les éléments de la personnalité que sont:

- › **Le patrimoine:** Le droit marocain est régi par le principe de l'unité du patrimoine. Il n'existe pas de patrimoine d'affectation. Le commerçant personne physique ne peut avoir qu'un seul patrimoine, ce qui empêche une séparation entre l'activité professionnelle et l'activité domestique
- › **Le nom:** Il est fréquent qu'un commerçant utilise son nom à des fins commerciales. Dans ce cas il devient un élément du fonds de commerce. On assiste alors à un changement de nature du nom qui, d'élément de la personnalité, devient un droit de propriété incorporelle. Son titulaire a la possibilité de conclure des accords pour autoriser son utilisation par autrui. En cas de cession d'un fonds, le nom pourra être cédé avec le fonds, ou séparément.
- › **Le domicile:** D'après l'article 519 code de procédure civile, le domicile de toute personne physique est: « ...au lieu où elle a son habitation habituelle et le centre de ses affaires et de ses intérêts. ». La notion de "centre de ses affaires et de ses intérêts autorise donc l'usage de l'habitation personnelle à des fins professionnelles. Si le commerçant qui avait une domiciliation professionnelle qu'il a fermée, sa résidence professionnelle redevient automatiquement son habitat personnel

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Le commerçant personne physique Vs personne morale

Le code de commerce ne distingue pas le commerçant personne morale du commerçant personne physique. Les critères de qualification sont, en principe, identique à ceux dégagés pour les personnes physiques. Il est nécessaire de les appliquer aux personnes morales de Droit privé.

- **Les sociétés:** Selon l'article 982 du D.O.C: « *la société est contrat par lequel deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs biens ou leurs travail, ou tous les deux à la fois, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter* ».
- **Les groupements d'intérêt économique:** Le but des GIE est de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité, sans réaliser de bénéfice pour lui-même. Ils seront commerciaux ou civils selon leur objet. Contrairement aux sociétés, il est nécessaire que l'objet du groupement s'analyse comme un prolongement de l'activité des différents membres qui le composent (GIE pour la gestion d'un réseau informatique, d'une flotte pour le transport du personnel, pour la gestion commune des déchets industriels,)

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les obligations du commerçant

- **Publicité légale:** Enregistrement au registre de commerce. L'article 58 du code de commerce dispose que «toutes personnes physique ou morale immatriculée au registre du commerce est présumée, sauf preuve contraire, avoir la qualité de commerçant avec toutes les conséquences qui découlent de cette qualité»
- **Obligations de comptabilité:** La tenue d'une comptabilité constitue la deuxième obligation légale attachée à l'organisation de l'entreprise commerciale. Elle se traduit par des écritures ou transcriptions en chiffres des différents mouvements qui affectent les éléments actifs et passifs du patrimoine de l'entreprise. La tenue d'une comptabilité à un triple objectif:
 - › Mode de preuve usuel des opérations commerciales : l'obligation d'émettre des factures ou pièces de caisse prévue par l'article 48 de la loi n°06-99 relative à la liberté des prix et la concurrence. L'article 51 de la même loi oblige les commerçants à conserver une copie des factures "pendant 5 ans à compter de la date d'établissement de la facture, et ce sans préjudice des dispositions prévues par la législation fiscale en vigueur».
 - › Surveillance des opérations commerciales : tenue minimale d'un livre journal, le grand livre et le livre d'inventaire, un bilan et un CPC. Les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 7,5 millions de dirhams sont tenues de tenir l'état des soldes de gestion, le tableau de financement de l'état des informations complémentaires.
 - › Moyen de vérification fiscale (obligations d'ouverture d'un compte bancaire et de procéder aux paiements par chèque ou virement notamment quand le montant excède (article 18 et 306 du code de commerce)
- **Obligations fiscales:** Les commerçants paient des impôts sur les bénéfices, une taxe professionnelle et une TVA et sont assujettis aux charges sociales.
- **Obligations civiles:** le commerçant a la personnalité juridique, un patrimoine, un nom, un domicile, une nationalité: elle est donc un sujet de Droit ayant des obligations civiles.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

Le fonds de commerce

Les moyens matériels et humains affectés à l'activité commerciale forment un nouveau bien appelé "**le fonds de commerce**". L'article 79 du code de commerce définit le fonds de commerce comme " un bien meuble incorporel constitué par l'ensemble de biens mobiliers affectés à l'exercice d'une ou de plusieurs activités commerciales". Cette notion doit être distinguée des notions d'entreprise et de société. Ainsi, une grande entreprise peut avoir plusieurs fonds de commerce entièrement distincts.

> Composantes du fonds de commerce (Article 80 du code de commerce)

– Éléments corporels

- > Il existe deux éléments corporels, les marchandises et le matériel. Les marchandises présentent le particularisme de ne pas être un élément stable du fonds de commerce. Elles ont pour vocation d'être vendues. Le matériel est constitué par les meubles nécessaires à l'exploitation du fonds, ce qui englobe l'outillage et les machines, à l'exception de ceux achetés à crédit.
- > Il est aussi possible, lorsque le commerçant exploite son fonds dans un immeuble lui appartenant, que ce matériel devienne immeuble par destination.

– Éléments incorporels

1. La clientèle et l'achalandage (personnes susceptibles de devenir clientes). La clientèle est protégée par l'action en concurrence déloyale. Pour exercer cette action, les conditions de la responsabilité civile doivent être respectées. Le plaignant doit prouver le préjudice ou dommage (baisse image de marque), la faute (diffamation, détournement de personnel) et le lien de causalité entre la faute et le dommage
2. Le nom commercial : le nom commercial couvre le nom sous lequel une entreprise individuelle ou un commerçant personne physique ou morale exploite son activité professionnelle. N'est pas considéré discriminatoire, l'utilisation du nom patronymique.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

> Composantes du fonds de commerce (suite)

– Éléments incorporels (suite)

3. L'enseigne : c'est le signe le distingue des autres commerces. Il peut prendre différentes formes (dessins, lettres, logo) et fait l'objet d'une protection en tant qu'élément du fonds de commerce. L'enseigne peut être déposée près l'OMPIC (office marocain de la propriété intellectuelle et commerciale)
4. Les droits de propriété incorporelle: les brevets, marques, dessins et modèles (loi n° 17-97 du 15/02/2000 relative à la propriété industrielle), et la propriété littéraire et artistique portant sur les œuvres culturelles diverses, écrites, sonores, visuelles (loi n° 1-00-20 du 15/02/2000 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins).
5. Droit au bail (dahir du 24/05/1955) : Le droit au bail trouve sa source dans le contrat de location entre le bailleur et le locataire (qualifié aussi de preneur). Le contrat se matérialise par la rédaction du bail selon les dispositions du code civil. La loi définit le droit au bail de manière favorable au commerçant par rapport au propriétaire bailleur (renouvellement quasi automatique du bail, le commerçant peut céder son contrat de bail sans opposition du propriétaire immobilier, avec ou sans cession de l'ensemble du fonds de commerce, avec ou sans rémunération, entre vifs ou à cause de décès).

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

> Les contrats portant sur le fonds de commerce

1. **La vente du fonds de commerce:** La vente du F.C, fréquemment dénommée en pratique cession du fonds de commerce, déroge sur de nombreux points du droit commun de la vente prévue par le dahir des obligations et contrats
 - **Les conditions de fond de la vente:**
 - > Le consentement des parties: La vente d'un fonds de commerce demeure avant tout un contrat dont la validité suppose l'existence du consentement des parties, exempt de tout vice, et de leur capacité, de l'objet qui n'est autre que le F.C, d'un prix réel et d'une cause licite.
 - > La capacité: les règles générales de la capacité s'appliquent en la matière sans problème. L'exigence même de la majorité civile, un renforcement de la capacité d'exercer Le commerce, ne se justifient point dans la vente du F.C. l'acquisition de ce bien n'entraîne même pas nécessairement sa gestion par l'acheteur
 - > L'objet: c'est le fonds de commerce, il doit exister effectivement au moment de la mutation. A cette date se pose la question de la consistance du fonds de commerce comme bien unique. En d'autres termes, si ce bien fait défaut notamment à cause de l'absence d'une clientèle pour une raison quelconque, date récente de création du fonds, ... on ne peut pas parler d'une vente de fonds de commerce mais de biens meubles isolés.
 - > La cause: la cause ne présente pas de particularisme pour la vente du fonds de commerce théoriquement, dans certaines hypothèses on pourrait utiliser l'immoralité ou l'illicéité de la cause, si l'activité cédée présentait ce caractère illicite ou immorale.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

› Les conditions de forme de la vente

- Les conditions de forme sont prescrites par les articles 81 et 82 du code de commerce qui en posent les principes d'acte les exigences d'écriture, de contenu et des sanctions.
- L'article 81 dispose que toute vente de fonds de commerce est constatée par acte en la forme authentique ou sous seing privé. Le contrat de vente doit porter le nom du vendeur; la date et la nature de l'acte d'acquisition; le prix en spécifiant distinctement les prix des éléments incorporels, des marchandises et du matériel, ainsi qu'une clause spécifique à l'origine de la propriété du fonds de commerce et une description de l'état du fonds de commerce à la date de sa cession. Lorsque l'une des mentions prescrites à l'article 81 du code de commerce ne figure pas sur l'acte de vente, ou portée avec inexactitude, l'acheteur peut demander l'annulation du contrat si l'absence de cette mention lui a porté préjudice.

1. DROIT COMMERCIAL

1.1 Actes de commerce, commerçants & fonds de commerce

> Les contrats portant sur le fonds de commerce

2. La location-gérance du fonds de commerce

- La location-gérance encore dénommée gérance libre, est le contrat par lequel un commerçant donne en location son fonds de commerce à un autre commerçant. Peu importe la dénomination que les parties auront donné au contrat.
- Au contraire des gérances salariées ou des gérances par mandataires, elle confère au locataire la qualité de commerçant. Il exploitera donc le commerce en son nom propre et à ses risques et périls. Le propriétaire du fonds, appelé par la loi bailleur, perd alors sa qualité de commerçant.
- Pour la validité de la location-gérance, il existe des conditions de fonds et des conditions de formes.
 - > Les conditions de fond :
 - > La location du fonds de commerce ne porte pas forcément sur la totalité des composantes du fonds de commerce. Elle peut être totale ou partielle
 - > Les conditions de forme
 - La publicité : suivant l'art 153, l'établissement de la gérance libre obéit en même temps à l'exigence de publicité du contrat et à la modification de l'inscription du bailleur au registre de commerce. Tout contrat de gérance libre est publié dans la 15 de sa date, sous forme d'extrait au bulletin officiel et dans un journal d'annonces légales. A la fin de la gérance libre, le bailleur doit procéder aux mêmes formalités d'insertion au B.O et de modification de l'inscription au R.C indiquées ci-dessus.
 - Effets de la publicité: jusqu'à la publication du contrat de gérance libre et pendant une période de six mois suivant la date de cette publication, le bailleur du fonds est solidairement responsable avec le gérant libre des dettes contractées par celui-ci à l'occasion de l'exploitation du fonds (art 155 C.C).

1. DROIT COMMERCIAL

1.2 Les formes juridiques des sociétés

1. Les sociétés de capitaux ou par action :

- **La société anonyme :**

- La société anonyme est une société dans laquelle les associés, dénommés actionnaires en raison d'un droit représenté par un titre négociable ou action, ne supportent les dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.
- Il existe trois types de société anonyme:
 - Les sociétés anonymes qui font publiquement appel à l'épargne et ce sont toutes sociétés dont les titres sont cotés en bourse; et toute société qui compte plus de (100) cent actionnaires.
 - Les sociétés anonymes simplifiées qui sont créées exclusivement par deux ou plusieurs sociétés. Chacune de ces sociétés doit avoir un capital au moins égal à (2.000.000 dhs) deux millions de Dirhams.
 - Les sociétés anonymes normales : Elles peuvent être partagées en deux catégories:
 - a) Les sociétés anonymes dont le capital est inférieur à 1.500.000 dhs. Celles -ci peuvent être dirigées par une seule personne: Directeur unique.
 - b) Les sociétés anonymes dont le capital est supérieur à 1.500.000 dhs. Celles -ci doivent être dirigées par un conseil d'administration ou par un conseil de surveillance.

1. DROIT COMMERCIAL

1.2 Les formes juridiques des sociétés

1. Les sociétés de capitaux ou par action (suite)

- La Société en commandite par actions : la SCA est constituée de commanditaires et de commandités. Ses caractéristiques sont
 - Les commandités sont responsables des dettes de la société ;
 - Le nombre de commanditaires ne peut être inférieur à trois ;
 - Les commanditaires ont la qualité d'actionnaires et ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Un associé commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion engageant la société vis-à-vis des tiers, même en vertu d'une procuration
 - Aucun capital minimum n'est exigé ;
 - Les premiers gérants sont désignés par les statuts. Sauf stipulation contraire des statuts, le ou les gérants sont désignés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires avec l'accord de tous les associés commandités ;
 - La société en commandite par action peut se transformer en société anonyme ou en société à responsabilité limitée. Cette transformation est soumise à l'accord des deux tiers des associés commandités à moins que les statuts ne fixent un autre quorum ;